

Michel PIGENET, Patrick PASTURE, Jean-Louis ROBERT [Dir.]
L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale 1960-1985
(Publications de la Sorbonne, 2005, 284 p., 25 •)

Résultat d'un travail collectif conduit de 1999 à 2004, sous la direction des professeurs Michel Pigenet, Patrick Pasture et Jean-Louis Robert, associant une quarantaine d'historiens, de sociologues et de politologues originaires de sept pays différents, cet ouvrage prolonge un précédent travail consacré à « l'invention des syndicalismes ». Délibérément, il s'inscrit dans le temps long du devenir des modèles syndicaux identifiés au début du xx^e siècle. Le souvenir des expériences vécues et leurs héritages pèsent lourd. La démarche comparative, transnationale et pluridisciplinaire est ori-

ginale, basée sur une recherche approfondie sur les syndicats européens à leur apogée et en traitant de problèmes majeurs pour aujourd'hui.

Dès l'introduction, il est rappelé que les syndicats éprouvent, en ces débuts du xxi^e siècle, de plus en plus de difficultés à influencer sur le cours des mutations économiques, sociales et politiques. Ce qui se reflète, aussi, dans les négociations collectives et leurs résultats. Dans le champ de l'action internationale a émergé le mouvement altermondialiste, vis-à-vis duquel ils ont parfois un certain mal à se positionner, même si des relations de coopération ont pu

s'établir. Le remarquable élargissement des affiliations à la Confédération Européenne des syndicats a fait apparaître des perspectives nouvelles d'interventions communes.

La période de référence s'échelonne de 1960 à 1985, même si, à l'évidence, il peut y avoir des décalages chronologiques entre les thèmes traités. La notion d'apogée qui fournit à l'ouvrage son titre ne s'oppose pas pour les auteurs à la volonté de saisir des processus. Elle est utilisée avec prudence. Elle cherche à s'inscrire dans le développement même du capitalisme de l'après-Seconde Guerre mondiale, avec les particularités de sa régulation dans ses différentes dimensions, en prenant en compte les situations de pluralisme syndical, les relations à l'État et aux partis politiques. Ce sont les syndicalismes confrontés à cette époque marquée par de profondes transformations économiques, technologiques, sociales, plus ou moins inspirées des politiques keynésiennes donc caractéristiques du capitalisme monopoliste d'État, avec, notamment, des modifications de la structure du salariat que cet ouvrage se propose d'analyser. Période contrastée, qui commence dans la reconstruction économique de l'après-guerre mondiale, suivie d'une, forte croissance, d'un relatif plein-emploi, d'une forte mobilité géographique, de changements dans les formes de consommation, de socialisation fortement différentes des années qui commencent au milieu de la décennie 70, que caractérisent une montée du chômage de masse, la précarisation de l'emploi et une concurrence accrue de la force de travail, des politiques patronales et gouvernementales de renforcement de l'exploitation, liée à la concurrence mondiale des capi-

taux. Sans négliger, dans ce contexte, les transformations du militantisme et le rôle accru des médias.

L'ouvrage s'organise autour de trois grands axes.

- Le premier axe considère les terrains d'intervention syndicale à travers les secteurs de l'automobile et de l'enseignement. Le premier de ces deux secteurs a connu une forte expansion, une organisation taylorienne du travail, une réduction de l'autonomie du travail et sa forte intensification dans de grandes usines rationalisées, avec un renouvellement de la force de travail (attraction de la population des régions et des secteurs en déclin, immigration, etc.) et des politiques adéquates à ces objectifs (primes, avantages sociaux spécifiques, etc.). Ses salariés seront au premier rang dans les grands conflits qui s'expriment dans des configurations politiques et sociales singulières, avec des spécificités non négligeables. L'organisation du travail sera source de vives tensions. Les directions d'entreprise chercheront des parades au turnover, aux conséquences des changements culturels. Le patronat de l'automobile, sensibilisé aux expériences suédoises, cherchera, à travers des voies différentes, des aménagements du travail, y compris des développements technologiques nouveaux. Les réactions des syndicats sur ces différentes questions sont examinées, notamment l'attention portée aux systèmes de salaire et de classification des emplois. Le renouvellement des pratiques syndicales diffère considérablement selon les pays et les entreprises. Il n'est pas insensible à la disposition nationale des forces politiques et sociales, ni aux caractéristiques des firmes. Les

rapprochements entre les syndicats de l'automobile ne portent que sur des aspects limités. Les années 80 vont les conduire à s'engager dans des constructions nouvelles, notamment des coordinations syndicales d'entreprise à l'échelle du continent.

Le syndicalisme enseignant est abordé sans oublier la particularité de ses origines, ses dimensions identitaires, ses rapports aux systèmes éducatifs avec des filières et professions différenciées, des surdéterminations politique, idéologique, religieuse et dans ses structures d'organisation et de statut (public ou privé). Les auteurs soulignent la profonde évolution des systèmes éducatifs et des professions et montrent son impact sur le syndicalisme.

– Le second axe s'attache à comprendre l'attitude des syndicalismes vis-à-vis de l'État, des entreprises, des systèmes de protection sociale, des nouveaux mouvements sociaux et des institutions. Après avoir rappelé l'ampleur des mesures de protection sociale intervenues après la Seconde Guerre mondiale et leurs caractéristiques, le rôle et la place des syndicats, des partis politiques dans ces constructions, leurs différences pendant la phase de prospérité, il est souligné que la crise confronte les syndicats d'Europe à des problèmes similaires : chômage, licenciements, exigences de flexibilité. Sont étudiées les réponses apportées dans un contexte devenu plus difficile pour les mobilisations syndicales qui conduira à des stratégies d'une grande diversité que l'ouvrage s'attache à cerner. Et, il montre, aussi, qu'au cours des années 60, les syndicats sont préoccupés par l'obtention d'un pouvoir de décision sur le lieu de travail. Contrôle ouvrier, autogestion, ré-

duction de l'autonomie du travail et sa forte intensification occupent une place de choix dans leurs réflexions. Les années 80 voient surtout les entreprises cherchant à accroître la décentralisation des processus décisionnels du patronat dans l'entreprise. Sa concrétisation sera fonction des contextes nationaux.

– Le dernier axe examine les variations des opinions publiques concernant les syndicats et l'expression des organisations. L'attention est portée sur le monde. Cette question est traitée par Marcel van der Linden, directeur de l'Institut international d'histoire sociale (Amsterdam). Son analyse insiste sur l'interdépendance croissante des économies européennes. La période des années 1968/1976 a été perçue comme celle de « l'avènement international de la crise ». Certains travaux la rapprochent de la phase de renversement des cycles longs de Kondratiev. Mais elle doit être mise en relations avec les changements culturels, la massification du salariat, l'émergence de nouvelles catégories sociales (femmes, étudiants, etc.). Ce qui se reflète dans les mouvements, dans les conceptions des rapports au sein même du syndicat.

L'histoire du militantisme ne pouvait être absente des développements de cet ouvrage. Les auteurs rappellent ses difficultés, les obstacles auxquels ils ont été confrontés. Ils procèdent, d'abord, à un examen des processus de syndicalisation en France et en Belgique. La situation y est fort différente, notamment en termes d'effectifs. Les auteurs les étudient et passent en revue les réactions des directions syndicales.

Il n'est pas simple de définir le militant. L'approche strictement fonctionnaliste suscite des réserves.

Bien des aspects subjectifs entrent en conflit. A partir de sources assez riches, s'agissant du cas français, les auteurs apportent des éléments de réponse qui permettent d'en saisir la complexité, l'influence des contextes variés où il est émerge. Se référant aux intéressés eux-mêmes, ils distinguent les traits d'un militantisme moderne, la pluralité des modèles d'engagement et soulignent la place importante de la démocratie pour le militantisme, en rapport avec le développement de couches salariées nouvelles. Une contribution s'interroge sur les fondements de la « crise du militant », notion avancée par certains auteurs français, elle observe à travers les enquêtes un vieillissement des militants, les distorsions dans la composition sociale des militants par rapport à la structure du salariat, la marginalisation du syndicalisme dans les petits établissements. Au total, le militant syndical connaît, au cours des années 1960/1985, des mutations majeures, surtout à partir des années 70, encore plus apparentes dans les années 1980. Sur le syndicalisme belge, les travaux scientifiques ne permettent pas de valider l'idée avancée d'une crise de celui-ci, ils renseignent sur des aspects qualitatifs, sur les relations dans le militantisme, sur l'intégration dans le cadre militant des femmes, des immigrés, sur l'aptitude des principales centrales à prendre en charge les attentes des nouvelles catégories. Les conclusions sont mesurées, mais s'efforcent de discerner certaines tendances.

Particulièrement intéressantes sont les observations, portant sur les syndicats anglais, français et allemands et les opinions publiques dans les décennies 1960/1980, à tra-

vers l'examen critique des sondages d'opinion et la critique des notions sur lesquels ils se fondent. Ils privilégient, trop souvent, des images négatives des salariés et des syndicats. De plus, elles restent surtout nationales. L'eurobaromètre communautaire ne s'intéresse guère aux questions syndicales. On ne renonce pas à tirer des enseignements de ces sources, en les situant dans le contexte mouvant de la période. On a relevé que l'image du syndicalisme britannique a commencé à se dégrader alors qu'il semblait au faite de sa puissance, mais il est vrai qu'il était présenté à l'opinion publique comme le bouc émissaire des difficultés économiques du pays. Ce qui ouvrait la voie à la législation anti-syndicale de Mme Thatcher. Exemple de la puissance des médias qui pose interrogations aux syndicats. La contribution apporte un éclairage sur les réactions de l'opinion publique sur des questions majeures (clivages à l'intérieur du salariat, montée de l'individualisme, attitudes à l'égard des nouvelles technologies, priorités syndicales, etc.). En commun, les syndicats des trois pays étudiés accordent une attention accrue aux enquêtes d'opinion. Mais l'idée de trajectoires uniformes d'apogée et de déclin n'étant pas corroborée par la lecture des sondages, les contributeurs s'efforcent d'en rechercher les facteurs et de comprendre leur jeu variable selon les pays et laissent à penser que les organisations de salariés ne sont pas tout à fait dépourvues d'armes dans la bataille d'images et d'opinion.

Précisément, un solide chapitre porte le regard sur les diverses formes d'auto-représentation, au sens large du terme, des syndicats sur

diverses scènes. Selon les pays et les organisations, elles n'interviennent pas forcément selon une même chronologie, elles révèlent des différences notables des pratiques dans ce domaine où l'intervention syndicale tend à se renforcer. Ce qui ne signifie pas qu'ils sont à armes égales sur le terrain de la communication et de la propagande alors que s'y intensifient les interventions patronale et gouvernemen-

tales. Les auteurs examinent les efforts d'adaptation des syndicats, les expérimentations, relèvent leur préoccupation de se diversifier en fonction des publics.

D'une rare densité, d'une grande clarté, cet ouvrage apporte une précieuse et fine information sur des syndicats de l'ouest de l'Europe souvent peu connue en dehors de leurs frontières nationales. Il n'efface pas les différences, mais ne les tient pas pour des obstacles à des convergences des luttes sociales en Europe.

JEAN MAGNIADAS